



Défendre et reconquérir la Sécurité Sociale et notre système de protection sociale, c'est se battre pour le retrait du pacte de responsabilité et contre la loi santé que veut faire voter le gouvernement.

Mis en place par le gouvernement en réponse aux exigences du patronat, le pacte de responsabilité, le projet de loi santé, la loi sur l'économie sociale et solidaire, la réforme territoriale s'attaquent d'une manière catastrophique, sous couvert de crise, aux fondements mêmes de notre protection sociale, aux services publics et à leurs valeurs fondatrices de justice et de solidarité. Quant à la loi d'adaptation de la société au vieillissement, le vœu reste pieu puisque les moyens financiers affectés ne sont pas du tout à la hauteur de l'ambition !

Pour contenter les actionnaires, les spéculateurs, c'est aux travailleurs, à la population de se serrer la ceinture.

Nous devons faire cesser cette politique d'austérité ! La bataille pour de plus grands services publics et notamment de santé et d'action sociale est plus que jamais nécessaire et d'actualité.

Les cotisations sociales doivent être utilisées pour répondre aux besoins grandissants de la population et ne doivent pas servir à gaver les actionnaires avec l'argent de la Sécurité Sociale. Elles doivent

donc être gérées par les représentants des travailleurs.

Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) prépare la mise à genoux de notre système de protection sociale. La réforme territoriale va terriblement amplifier les inégalités sociales et asphyxier encore davantage les sources de financement du secteur social et médico-social.

La CE de l'UD CGT 91 se prononce :

- pour le retrait du pacte de responsabilité,
- pour l'abandon du projet de la loi santé que veut faire passer le gouvernement et précisément sur les groupements hospitaliers de territoire (GHT) et le devenir du service public de santé,
- pour une augmentation importante et générale des salaires et des pensions,
- pour la création massive d'emplois partout, la titularisation de tous les précaires dans le public et le passage en CDI dans le privé...,
- contre toutes les atteintes aux libertés d'expression et d'action syndicale et exige l'arrêt des répressions.

C'est dans ce cadre que la Commission Exécutive de l'UD appelle tous les militants, les syndiqués, les salariés, actifs ou privés d'emploi, les retraités à se mobiliser et à préparer **grèves et manifestations**

des **30 septembre** et **16 octobre 2014**

La CE de l'UD appelle tous les salariés à participer massivement à toutes les **élections du public comme du privé** et notamment celle du **4 décembre 2014**

Tous ensemble dans toutes les formes d'actions, par la grève et par le vote, imposons des négociations sur nos revendications.